**Correction Front Populaire**

**Intro :**

« La France sous le Juif » titre en 1936 l’Action Française, dans une manchette violemment antisémite, exprimant toute l’hostilité de l’extrême-droite face à Leon Blum, leader de la SFIO. Celui-ci vient de porter la gauche unie au pouvoir, au sein d’un Front Populaire inédit. Nommé chef du conseil, il ébauche lors de son discours de victoire devant la chambre des députés, le 6 juin 1936, les contours du programme qu’il veut mettre en œuvre. Rappelant le contexte de double crise politique et économique des années 30, il s’engage à défendre fermement la IVème République contre toute forme de subversion intérieure et de menace extérieure, tout en proposant un ensemble de mesures économiques et sociales capables de sortir le pays des difficultés économiques. On pourra alors se demander en quoi cette nouvelle alliance, ses mesures tant politiques, qu’économiques et sociales constituent une rupture. Pour cela on s’interrogera en premier lieu sur la rupture politique que constitue le Front Populaire, puis sur les transformations socio-économiques qu’il propose.

1. **Une rupture politique :**
2. **Une crise politique :**

Crise politique : « toutes les tentatives de la violence ». La France connaît la montée dans les années 30 des ligues d’extrême-droite, comme notamment l’Action Française, les Croix de Feu ou de véritables ligues fascistes comme la Francisque ou les Jeunesses Patriotes. Elles investissent le Parlement, les media (Gringoire, l’Action Française), la rue (les camelots du roi par exemple), faisant monter un climat de violence, de xénophobie et d’antiparlementarisme. La grande manifestation du 6 février 34 qui tourne à l’émeute, si elle ne menace pas la république, est perçue comme une tentative de coup d’état fasciste par les gauches, et devient le ferment du Front Populaire.

1. **Une alliance inédite :**
* Alliance inédite de toutes les gauches : les radicaux « union de la bourgeoisie et du peuple ­républicains », les socialistes et les communistes « et de la masse des travailleurs et des paysans. ». Rappel de la naissance des première (1789), seconde 1848) et troisième (1875) République, nées de l’alliance entre peuple et bourgeoisie « Trois fois ». Union pas évidente car les communistes depuis 1928 suivent la stratégie « classe contre classe » et refusent de collaborer avec la SFIO et de participer à un gouvernement « bourgeois ». Cependant en 34 changement de stratégie voulue par le Komintern face au danger du fascisme : stratégie de la main tendue. Dès lors le PCF et son chef Maurice Thorez acceptent un gouvernement de Front Populaire. A noter qu’il n’est pas dit dans le texte que c’est aussi une grande union car pour la première fois quatre femmes rentrent au gouvernement (Curie).
* « Léon Blum » : au centre du Front Populaire, un homme, Léon Blum. Chef de la SFIO, c’est lui qui dans l’entre-deux guerres mène le socialisme vers le réformisme et la participation gouvernementale. Dès 1920 il refuse les 20 points du Komintern au nom du réformisme et devient dirigeant de la SFIO. En 1924, poursuivant la mue réformiste, il conduit les socialistes à soutenir un gouvernement, le « Cartel des Gauches ». Juif, profondément antifasciste, il est la cible des attaques antisémites des ligues qui appellent au meurtre. Il est donc logiquement au centre du projet du Front Populaire dès le 12 février 1934 lors de la contre-manifestation commune des forces de gauche, jusqu’au gouvernement du Front Populaire, où les socialistes pour la première fois assument directement le pouvoir.
1. **La défense de la République :**
* Contre les ligues : « Nous appliquerons avec une tranquille fermeté les lois de défense républicaine. ». Sémantique de la République est filée tout au long du discours de Blum, et de sa défense. Allusion au ligue d’extrême-droite et au front anti-fasciste = dès 1936 décret dissolvant les ligues d’extrême droite.
* Contre le fascisme extérieur : « grâce à une vigoureuse politique de défense ». Italie fasciste et Allemagne nazi de plus en plus dangereuse. Depuis 1935 Allemagne réarme et occupe la Rhénanie ; 36 début de la guerre d’Espagne. Rupture avec le pacifisme traditionnel de la gauche depuis 1918 et politique de réarmement = nationalisation et tentative de modernisation de l’industrie d’armement française, commande massive notamment d’avions= trop tard cependant.
1. **Une rupture économique :**
2. **La crise économique :**

Crise économique : « les remèdes de la crise qui l’accable ». Si la France est rentrée dans la crise tardivement, et sans connaître des effets aussi profonds qu’aux US ou en Allemagne, elle ne parvient pas à en sortir. La France connaît encore environ 500.000 chômeurs en 1935, soit 7,5% de la population active. Ces chômeurs reçoivent très peu d’aides sociales, et alimentent la misère et de nombreuses « manifestations de la faim ». Les solutions déflationnistes apportées par les gouvernements de droite, sous l’influence libérale, n’ont que peu d’effet, voire perpétuent la crise.

1. **Une politique de relance keynésienne :**

Relance keynésienne : la relance économique par une politique énergique rompant avec l’atonie de nos prédécesseurs ». Influence du New Deal de Roosevelt ou de la politique britannique. Changement de paradigme économique en adoptant les thèses keynésiennes= relance de l’économie par la dépense publique et l’intervention de l’Etat. Nationalisation rapide de grandes entreprises comme la SNCF et l’armement, mise en place de politique de grands travaux afin de résorber le chômage, comme dans le nouveau domaine des loisirs, avec nouveau ministère des loisirs qui multiplie la construction des infrastructures sportives.

1. **Une politique sociale :**

Accords de Matignon : « de fournir un peu de bien-être et de sécurité à tous ceux qui créent, par leur travail, la véritable richesse ». Lois sociales pas totalement nouvelles (exemple loi 1919 réduction du temps de travail ou 28 loi Loucheur), mais programme social du Front Populaire véritable rupture car travailleur désormais perçu comme plus important que patron. Accord de Matignon très rapide suite à la vague de grèves « joyeuses » qui met la pression sur le gouvernement et surtout sur le patronat .

* Augmentation de 7 à 15% des salaires.
* Semaine de 40h.
* Obligation de conventions collectives dans les grandes entreprises.
* Deux semaines de congés payés (pas prévu au départ dans le programme du Front Pop).